

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 7 janvier 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie à usage personnel ou interne des oeuvres fixées sur support graphique ou analogue", a donné le 9 juillet 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 januari 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vergoeding verschuldigd aan auteurs en uitgevers voor het kopiëren voor persoonlijk of intern gebruik van op grafische of analoge dragers vastgelegde werken", heeft op 9 juli 1997 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. Portée du projet

1. Le projet examiné vise à porter exécution des articles 59 à 61 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins.

Ces dispositions consacrent, tout d'abord, le droit des auteurs et éditeurs d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue de percevoir une rémunération en raison de la reproduction de ces oeuvres, même lorsque la reproduction se fait à usage personnel ou interne (article 59, alinéa 1er).

Elles précisent, ensuite, la façon dont la rémunération est perçue. Une rémunération forfaitaire est perçue à raison de la mise en circulation sur le territoire national d'appareils permettant la copie des oeuvres protégées (article 59, alinéa 2). Une rémunération proportionnelle est perçue à raison de la reproduction des oeuvres protégées (article 60).

La façon dont la rémunération est versée aux auteurs et éditeurs n'est, quant à elle, guère précisée. Deux éléments peuvent être déduits des dispositions précitées. La rémunération, puisqu'elle est due en raison de la reproduction des oeuvres protégées (article 59, alinéa 1er) doit être versée aux auteurs et éditeurs dont les oeuvres ont effectivement été reproduites. Cette rémunération est

.../...

attribuée à part égale aux auteurs et aux éditeurs (article 61, alinéa 3).

Pour le reste, ces dispositions délèguent au Roi la compétence :

- 1º de fixer le montant de la rémunération forfaitaire et de la rémunération proportionnelle, cette dernière pouvant être modulée en fonction des secteurs concernés (article 61, alinéa 1er);
- 2º de fixer les modalités de perception, de répartition et de contrôle de ces rémunérations ainsi que le moment où elles sont dues (article 61, alinéa 2);
- 3º de déterminer les conditions et les modalités selon lesquelles la société représentative de l'ensemble des sociétés de gestion assure la perception et la répartition de la rémunération (article 61, alinéa 4).

2. Le projet d'arrêté examiné trouve son fondement légal dans l'article 61, alinéas 1er, 2, et partiellement 4 (pour l'article 20 du projet).

La lecture des travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1994 révèle que le législateur s'est rendu compte

.../...

qu'il serait difficile d'appliquer les principes qui viennent d'être exposés (1).

Les auteurs du projet sont donc contraints de combler les imprécisions de la loi afin de pourvoir à son exécution. Le rapport au Roi précise que le projet examiné a été rédigé "conformément à la jurisprudence constante de la Cour de cassation, selon laquelle il appartient au pouvoir exécutif de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit" (2).

Selon l'article 60 de la loi du 30 juin 1994, la rémunération proportionnelle est due en fonction du nombre de copies d'oeuvres protégées réalisées. Selon l'article 59, les auteurs et éditeurs ont droit à une rémunération en raison de la reproduction de leur oeuvre. Or, il n'est pas aisé de déterminer si les appareils reproduisent ou non une oeuvre protégée et encore moins d'identifier l'oeuvre qui a été reproduite.

L'article 6 du projet établit un système d'évaluation forfaitaire du nombre de copies d'oeuvres protégées afin de déterminer le montant de la rémunération propor-

(1) Cass. 5 mai 1970, Pas., I, 1970, p. 766; voir notamment le rapport de la Commission de la Chambre, doc. parl., Chambre, 1991-1992, n° 473/33, pp. 24-25, 26, 297, 298 et 300; le rapport de la Commission du Sénat, doc. parl., Sénat, 1993-1994, n° 1151/2, p. 5.

(2) Rapport au Roi, p. 9, point 4.1.

tionnelle. Le montant de cette rémunération variera selon que le débiteur aura ou non collaboré à l'évaluation (articles 6, § 1er, 8 et 13 du projet). L'article 17 du projet met un place un système d'échantillonnage afin d'identifier les oeuvres qui ont été reproduites. Selon le délégué du ministre, il est, en effet, "possible d'obtenir au moyen de relevés effectués auprès d'échantillons représentatifs d'une catégorie particulière de débiteurs des informations permettant de déterminer les oeuvres qui sont reproduites par les débiteurs appartenant à cette catégorie.

3. Bien que ni le principe d'une évaluation forfaitaire ni celui d'un échantillonnage ne sont évoqués dans la loi, il est permis de considérer que les auteurs du projet sont demeurés dans les limites de la compétence reconnue au Roi afin que Celui-ci puisse s'acquitter de son obligation constitutionnelle d'exécuter les lois.

II. L'obligation de notifier à la Commission européenne les projets de règles techniques

1. L'article 11, § 1er, du projet fait obligation aux personnes qui livrent, mettent à disposition ou entretiennent des appareils de reproduction de remettre aux débiteurs de la rémunération proportionnelle une information claire, complète, exacte et précise sur les dispositions légales et réglementaires relatives à la rémunération proportionnelle.

.../...

2. L'article 8 de la directive 83/189/CEE du Conseil du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, modifié par la directive 94/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994, impose aux Etats membres de communiquer immédiatement à la Commission tout projet de règle technique. L'article 1er de cette directive définit la "règle technique" comme étant "les spécifications techniques, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire, de jure ou de facto, pour la commercialisation ou l'utilisation dans un Etat membre ...". Cette directive est directement applicable (1).

L'article 11 du projet doit donc être communiqué à la Commission.

C'est sous la réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avant-projet est examiné.

III. Plusieurs dispositions de l'avant-projet d'arrêté sont d'une lecture très malaisée. En effet, de nombreuses dispositions figurent dans un même article, même si les règles y énoncées ont un certain rapport entre elles. Ces dispositions sont difficilement lisibles en raison de leur

(1) C.J.C.E., arrêt du 30 avril 1996, CIA Security International, aff. C-194/94, Rec., I.-2201. Voir J.-P. KEPPELNE, "La libre circulation des marchandises, examen de jurisprudence septembre 1995 - août 1996", J.T.D.E., 1996, pp. 208-209.

longueur et d'une subdivision qui ne respecte pas toujours les règles de la légistique. En outre, des hypothèses y sont visées au sujet desquelles le rapport au Roi est muet, ce qui n'est pas de nature à améliorer la compréhension du texte.

Mieux vaut scinder le texte de ces dispositions en plusieurs articles distincts. Cette observation vaut, notamment, pour l'article 6 du projet.

Observations particulières

Préambule

L'avant-projet d'arrêté est dépourvu de préambule. Il conviendrait d'y pourvoir.

Dispositif

Article 1er

1. Au 3º, il convient de définir, en premier lieu, la rémunération forfaitaire et, ensuite, les redevables. Il faut donc intervertir le 3º et le 4º.

Dans le texte néerlandais du même 3º, devenant le 4º, le mot "aankopers" devrait s'écrire sans trait d'union.

.../...

2. Compte tenu de l'article 60 de la loi du 30 juin 1964 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, il vaudrait mieux écrire au 14° du texte néerlandais "evenredige vergoeding" au lieu de "proportionele vergoeding".

3. Au 19°, la notion de pouvoirs publics n'est pas juridiquement correcte. Il convient soit de la revoir, soit de l'omettre.

4. Au 22°, il serait plus judicieux d'indiquer non pas "société de gestion des droits", mais "société représentative de l'ensemble des sociétés de gestion des droits" sous peine de créer une confusion avec les sociétés de gestion des droits "ordinaires".

Article 2

1. A la question si l'article 61 de la loi permet d'exempter de la rémunération certains appareils, le délégué du ministre a communiqué la réponse suivante :

"Etant donné que la reconnaissance d'une rémunération aux auteurs et aux éditeurs d'oeuvres fixées sur support graphique ou analogue a pour but de compenser la perte de revenus qu'ils subissent en raison de la reproduction de leurs oeuvres, il convient de soumettre à la rémunération forfaitaire les appareils qui sont utilisés pour effectuer ces reproductions.

Par contre, lorsqu'un appareil qui permet la reproduction d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue, est exclusivement utilisé dans un processus d'édition en raison de ses caractéristiques techniques, cet appareil n'est pas la cause du préjudice subi par les auteurs et les éditeurs. Il convient

.../...

par conséquent de considérer que cet appareil n'entre pas dans le champ d'application de l'article 59, alinéa 2, de la loi précitée du 30 juin 1994.

D'après les renseignements fournis par les représentants de la fédération des entreprises de l'édition graphique (FEBELGRA), les scanners d'une résolution optique horizontale supérieure à 1199 DPI sont des appareils utilisés exclusivement à des fins d'édition."

2. Il ressort du rapport au Roi que le montant de la rémunération forfaitaire est fixé en fonction de la capacité de reproduction de l'appareil sauf en ce qui concerne les scanners pour lesquels une rémunération liée à la résolution optique horizontale est prévue. Dès lors, pour des raisons de clarté, il est proposé de reproduire dans l'article 2, alinéa 1er (nouveau), les montants de la rémunération forfaitaire dus pour les copieurs, duplicateurs et machines offset et de reproduire dans un second alinéa, l'alinéa 2 du texte en projet. Un nouvel article reproduira les dispositions relatives aux scanners. Le numérotage des articles doit être revu en conséquence.

3. Au 3^o, c), du texte en projet, il y a lieu de rédiger les tarifs de la même manière qu'au a) et b) et non pas sous la forme de tableau.

Article 3

1. Le paragraphe 1er doit être omis puisqu'il ne fait que reproduire la fin de l'article 59, alinéa 2, de la loi.

.../...

2. A la question si l'auteur du projet peut justifier davantage que dans le rapport au Roi, au regard du principe d'égalité, la distinction établie entre les catégories visées respectivement au paragraphe 2 et au paragraphe 3, cette question valant également pour l'article 5, §§ 3 et 4, il a été répondu ce qui suit :

"Les articles 3 et 5 de l'arrêté en projet distinguent plusieurs catégories de redevables.

La première catégorie (catégorie A) comprend les fabricants ainsi que les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires, grossistes ou exclusifs. La seconde catégorie (catégorie B) comprend les autres importateurs ou acquéreurs intracommunautaires. Il s'agit en pratique des détaillants et des utilisateurs finaux.

Chacune de ces catégories est soumise à un régime différencié qui a pour but de garantir que la rémunération forfaitaire sera en principe perçue par la société de gestion des droits au moment où l'appareil commence à être exploité sur le territoire national à des fins de reproduction.

A cet effet, les redevables de la catégorie A sont tenus de verser la rémunération forfaitaire à dater de la livraison de l'appareil qu'ils effectuent en Belgique. Par conséquent, tant que l'appareil reste dans le stock du fabricant, de l'importateur ou acquéreur intracommunautaire, grossiste ou exclusif, la rémunération forfaitaire n'est pas due. Cette solution est justifiée au motif, d'une part, que la période de stockage peut durer plusieurs mois et, d'autre part, que l'appareil stocké peut finalement être exporté et donc ne pas être exploité sur le territoire national.

En ce qui concerne le délai de paiement de la rémunération forfaitaire prévu à l'article 5, § 3, de l'arrêté en projet, ce délai correspond à la durée moyenne entre la livraison de l'appareil par un redevable de la catégorie A et l'utilisation de celui-ci par un client final en Belgique.

.../...

En ce qui concerne les autres importateurs et les acquéreurs intracommunautaires qui sont des détaillants et des utilisateurs finaux d'appareils, il est prévu un régime différencié.

La rémunération est due au moment de l'importation ou de l'acquisition intracommunautaire (article 3, § 3). D'une part, en raison de l'activité de l'importateur-détaillant, l'appareil est immédiatement offert en vente aux utilisateurs finaux. Pour ce qui est de l'utilisateur final lui-même qui importe un appareil, l'exploitation est concomitante à l'acte d'introduction de l'appareil sur le territoire national. Pour ces raisons, il est également prévu que ces redevables doivent verser la rémunération forfaitaire à dater de la notification du montant de celle-ci par la société de gestion des droits (article 5, § 4, de l'arrêté en projet).

Ces catégories visées respectivement aux articles 3, §§ 2 et 3, et 5, §§ 3 et 4 correspondent à des activités objectivement différentes. Par ailleurs, le régime juridique prévu pour chaque catégorie est proportionné à l'objectif poursuivi qui est d'assurer la perception de la rémunération forfaitaire au moment où l'appareil est exploité sur le territoire national.

Il est utile de mentionner que les législations espagnole et française prévoient une distinction semblable (article 25, 11) et 14)) de la loi espagnole du 11 novembre 1987 relative à la propriété intellectuelle; article 6 de la décision du 30 juin 1986 de la Commission prévue à l'article 34 de la loi du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins."

Afin de ne pas compromettre l'égalité des redevables de la rémunération forfaitaire, la question se pose s'il ne convient pas d'étendre à tous les redevables la solution retenue pour la première catégorie, à savoir que la rémunération est due lors de la livraison. Cette remarque vaut également pour les articles 5, §§ 3 et 4.

.../...

3. Dans le texte français du paragraphe 2, alinéa 1er, afin de mettre la version française en concordance avec la version néerlandaise, il faut écrire :

"... pour autant que cette livraison ne constitue pas une exportation ...".

Article 4

1. A la question pourquoi la possibilité de remboursement est réservée à l'entreprise "agissant dans le cadre de son activité commerciale", le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"La condition selon laquelle l'entreprise qui exporte doit agir dans le cadre de son activité commerciale devrait être précisée. Cette condition vise les entreprises qui ont pour activité principale la distribution d'appareils permettant la reproduction d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue.

D'une part, la restitution de la rémunération forfaitaire en cas d'exportation a pour but de ne pas défavoriser les entreprises belges dont l'activité consiste à distribuer des appareils de reproduction.

D'autre part, bien qu'elle soit théoriquement possible, l'exportation d'appareils neufs par des utilisateurs finaux semble être marginale."

La notion "dans le cadre de son activité commerciale" figurant à l'alinéa 1er est trop large. L'activité commerciale dont il s'agit est celle qui consiste à distribuer des appareils de reproduction. Il convient, dès lors, de préciser en ce sens l'activité visée dans la disposition projetée.

.../...

2. Selon le fonctionnaire délégué, la notion d'appareil "non usagé" figurant à l'alinéa 1er, désigne un appareil "qui, entre le moment de sa mise en circulation sur le territoire national et son exportation à l'étranger, n'a pas été utilisé pour faire des copies".

Dans ce cas, mieux vaut écrire dans le texte français :

"... d'appareils non utilisés ...".

Article 5

Le paragraphe 2, alinéa 2, précise que "le ministre peut prévoir des mentions supplémentaires"; ces mentions ne peuvent être que des prescriptions de détail visant à exécuter le présent avant-projet.

L'observation vaut également pour l'article 12, § 1er, alinéa 2.

Article 6

Observation préalable

1. Il serait plus logique d'indiquer les montants de la rémunération proportionnelle contenus dans l'article 8 pour, ensuite, prévoir la réduction de ceux-ci en cas de coopération. Il y a donc lieu d'intervertir les articles 6 et 8.

.../...

D'une manière générale, il faut éviter de faire figurer de nombreuses dispositions dans un même article même si ces dispositions ont un rapport direct entre elles. Mieux vaut les scinder et les grouper en des articles distincts.

Un article pourrait alors contenir les dispositions relatives à la coopération du débiteur, un autre pourrait contenir celles relatives à la coopération d'un débiteur qui organise un ou plusieurs établissements d'enseignement ou de prêt public, un autre article contiendrait les dispositions relatives à la coopération des autres débiteurs et un autre serait relatif aux grilles standardisées.

2. Le débiteur paie une rémunération réduite s'il coopère à la perception de celle-ci; c'est ce que dispose l'article 6, § 1er, du projet. Celui qui ne coopère pas, paie la rémunération entière; c'est la règle inscrite dans l'article 8, § 1er, du projet.

Suivant l'article 61, alinéa 1er, de la loi du 30 juin 1994, la rémunération visée à l'article 60 peut être modulée en fonction des secteurs concernés. La loi ne prévoit pas que la modulation puisse se faire en raison de l'existence ou non d'une coopération.

Il est permis de se demander si l'existence de deux tarifs est bien compatible avec l'article 61, alinéa 4, de la loi et s'il repose sur une base légale suffisante. Dans la mesure où la perception de la rémunération implique une collaboration d'un certain nombre de particuliers, il

.../...

semble justifié de prévoir, comme le fait le rapport au Roi, une réduction du montant pour ceux qui apportent leur collaboration à l'exécution de la loi. La réduction peut être admise sinon en vertu du texte, du moins en fonction de son économie générale.

Pour éviter toute discussion quant au fondement juridique de l'arrêté en projet, une modification de la loi paraît toutefois être souhaitable.

En outre, il y a lieu de se demander si la distinction entre les débiteurs, en fonction de ce qu'ils coopèrent ou non à la perception de la rémunération, est justifiée par un critère objectif et raisonnable et proportionnée au but poursuivi, à défaut de quoi la distinction constituerait une discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

3. Il convient de rédiger l'alinéa 9 de manière plus compréhensible.

4. Au paragraphe 3, alinéa 12, l'auteur du projet utilise ici pour la première fois les termes "coopération simplifiée". Dans le rapport au Roi, il n'est question que de "coopération normale" (article 6, § 2) et de "coopération standardisée" (article 6, § 3). Il convient de préciser ce que l'auteur vise exactement s'il ne s'agit pas de la coopération normale ou standardisée.

.../...

Article 7

1. A la question si, au regard du principe d'égalité, la mise en place de deux procédures différentes en fonction de la nature du débiteur est justifiée, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"L'article 7 tient compte de l'incidence particulière qu'aura la rémunération proportionnelle sur les pouvoirs publics et les établissements d'enseignement ou de prêt public. En raison de l'importance du parc d'appareils de ces débiteurs et du volume de copies qu'ils effectuent, il semble opportun de s'assurer qu'ils soient associés à l'estimation du nombre de copies d'oeuvres protégées. Afin de garantir les droits des auteurs et des éditeurs, il est prévu que la société de gestion des droits est également représentée au sein du comité d'avis.

Cette procédure n'a toutefois pas été prévue pour les autres débiteurs. D'une part, les fédérations d'entreprises ont indiqué qu'elles ne souhaitaient pas représenter les entreprises au sein d'un éventuel comité d'avis. En outre, les fédérations professionnelles risquent de ne pas être suffisamment représentatives de l'ensemble des "autres débiteurs". D'autre part, prévoir à charge des "autres débiteurs" l'obligation de participer à un comité d'avis pour évaluer le nombre de copies d'oeuvres protégées risque de constituer pour beaucoup d'entreprises une contrainte excessive."

2. Cet article gagnerait en clarté s'il était scindé en fonction du débiteur qui demande l'avis. Il serait, en outre, plus logique d'indiquer, en premier lieu, dans un article distinct, qu'un comité d'avis est créé auprès du ministère de la Justice, ensuite quelle est sa composition et quelles sont ses compétences.

.../...

Article 8

Il convient de se référer à l'observation 2 sous l'article 6.

Article 10

Au paragraphe 4, alinéas 2, 3 et 5, hormis les mentions relatives au niveau d'enseignement, au caractère spécialisé ou non de l'activité de prêt public ou au secteur d'activité, les autres mentions sont communes à tous les débiteurs. Il faut, dès lors, simplifier la rédaction de cet article en fonction de cette remarque. Il en est de même en ce qui concerne les déclarations complémentaires qui doivent être faites en cas de désaccord sur le nombre de copies d'oeuvres protégées (alinéas 4 et 6).

Article 13

Cet article est superflu : il ne fait que rappeler l'application des articles 6 et 8.

Article 18

En vertu de l'article 61, alinéa 2, de la loi, il appartient au Roi de fixer les conditions et les modalités de répartition de la rémunération.

.../...

Article 22

1. En ce qui concerne le paragraphe 2, alinéa 2, point 1, il convient de se référer à l'observation formulée sous l'article 18.

2. Il convient de préciser, au paragraphe 5, le délai qu'a le ministre pour prendre une décision définitive.

Observations finales

Le texte en projet appelle les remarques légistiques suivantes :

- 1º la première division d'une phrase est le 1º, 2º, ... Cette division peut à son tour être divisée en a), b), ... Il convient d'éviter la division en tirets, qui est de nature à créer des difficultés lorsqu'il s'agit de mentionner l'une de ces divisions;
- 2º l'usage veut que le numérotage des chapitres se fasse en chiffre cardinaux romains, sauf pour le "Chapitre premier" que, dans le texte français, il convient d'écrire en toutes lettres;
- 3º il convient, selon l'usage, d'indiquer, dans le texte français, "Section première" en toutes lettres;
- 4º lorsqu'au sein d'un même chapitre, d'un même article ou d'un même paragraphe, l'on se réfère audit chapitre,

.../...

audit article ou audit paragraphe, l'on omettra les mots "du présent chapitre", "du présent article" ou "du présent paragraphe";

- 5° plutôt que de se référer "au paragraphe précédent", à "l'alinéa précédent" ou au "dernier alinéa", l'on indiquera le numéro du paragraphe ou celui de l'alinéa visé.

La rédaction du texte néerlandais du projet est négligée et doit dès lors être fondamentalement revue. A titre d'exemples, quelques propositions sont faites dans la version néerlandaise du présent projet.

Algemene opmerkingen

I. Draagwijdte van het ontwerp

1. Het onderzochte ontwerp strekt tot uitvoering van de artikelen 59 tot 61 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Die bepalingen bevestigen ten eerste het recht van de auteurs en de uitgevers van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd om een vergoeding te genieten voor de reproductie van die werken, zelfs wanneer de reproductie voor eigen of intern gebruik plaatsvindt (artikel 59, eerste lid).

Voorts schrijven die artikelen voor op welke wijze de vergoeding wordt geïnd. Er wordt een forfaitaire vergoeding geïnd voor elk op het nationale grondgebied in de handel gebrachte apparaat waarmee de beschermde werken kunnen worden gereproduceerd (artikel 59, tweede lid). Voorts wordt een vergoeding geïnd die evenredig is aan het aantal vervaardigde kopieën van beschermde werken (artikel 60).

De wijze waarop de vergoeding aan de auteurs en de uitgevers wordt gestort, wordt nauwelijks gepreciseerd. Uit de voormelde bepalingen kunnen twee zaken worden afgeleid. Aangezien de vergoeding wegens de reproductie van beschermde werken verschuldigd is (artikel 59, eerste lid), moet ze worden gestort aan de auteurs en de uitgevers wier werken werkelijk gereproduceerd zijn. Die vergoeding wordt in

.../...

gelijke delen aan de auteurs en de uitgevers toegewezen (artikel 61, derde lid).

Voor het overige wordt bij die artikelen aan de Koning de bevoegdheid opgedragen om :

- 1º het bedrag te bepalen van de forfaitaire vergoeding en van de evenredige vergoeding, waarbij deze laatste kan worden aangepast naargelang van de betrokken sectoren (artikel 61, eerste lid);
- 2º de nadere regels te bepalen voor de inning en de verdeling van en de controle op die vergoedingen, alsmede het tijdstip waarop ze verschuldigd zijn (artikel 61, tweede lid);
- 3º te bepalen op welke voorwaarden en volgens welke regels de vennootschap die representatief is voor alle beheersvennootschappen zorgt voor de inning en de verdeling van de vergoeding (artikel 61, vierde lid).

2. Het onderzochte ontwerpbesluit heeft als rechtsgrond artikel 61, eerste en tweede lid, en vierde lid, ten dele (voor artikel 20 van het ontwerp).

De parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juni 1994 toont aan dat de wetgever zich ervan bewust was

.../...

dat het moeilijk zou zijn de zopas uiteengezette beginselen toe te passen (1).

De stellers van het ontwerp zijn dan ook genoodzaakt de onnauwkeurigheden van de wet weg te werken om de wet uit te voeren. Het verslag aan de Koning bepaalt dat het onderzochte ontwerp opgesteld is "overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie, op grond waarvan de uitvoerende macht uit het beginsel van de wet en de algemene economie ervan de gevolgtrekkingen moet afleiden die er van nature uit voortvloeien volgens de geest die bij de opvatting ervan heeft voorgezeten en de doeleinden die ze nastreeft" (2).

Volgens artikel 60 van de wet van 30 juni 1994 is de evenredige vergoeding verschuldigd naargelang van het aantal kopieën dat van beschermde werken is vervaardigd. Volgens artikel 59 hebben de auteurs en de uitgevers recht op een vergoeding voor de reproductie van hun werken. Het is echter niet eenvoudig vast te stellen of de apparaten al dan niet een beschermd werk reproduceren en nog moeilijker uit te maken welk werk gereproduceerd is.

(1) Cass., 5 mei 1970, Pas., I, 1970, blz. 766; zie inzonderheid het verslag van de Kamercommissie, Gedr. St. Kamer, 1991-1992, nr. 473/33, blz. 24-25, 26, 297, 298 en 300; het verslag van de Senaatscommissie, Gedr. St. Senaat, 1993-1994, nr. 1151/2, blz. 5.

(2) Verslag aan de Koning, Artikelsgewijze bespreking, eerste alinea.

Artikel 6 van het ontwerp voert een systeem in om het aantal kopieën dat van beschermde werken is gemaakt forfaitair te ramen teneinde het bedrag van de evenredige vergoeding te bepalen. Het bedrag van die vergoeding zal schommelen naargelang de vergoedingsplichtige al dan niet aan de raming heeft meegewerkt (artikelen 6, § 1, 8 en 13 van het ontwerp). Artikel 17 van het ontwerp voert een stelsel van steekproeven in om na te gaan welke werken gereproduceerd zijn. Volgens de gemachtigde van de minister is het immers mogelijk om door middel van lijsten opgesteld op basis van monsters die representatief zijn voor een specifieke categorie vergoedingsplichtigen, inlichtingen te verkrijgen op basis waarvan kan worden vastgesteld welke werken door de tot die categorie behorende vergoedingsplichtigen worden gereproduceerd.

3. Hoewel in de wet geen sprake is van het principe van een forfaitaire raming, noch van dat van het nemen van steekproeven, mag men ervan uitgaan dat de stellers van het ontwerp binnen de perken zijn gebleven van de bevoegdheid die aan de Koning is toegekend opdat Hij zijn grondwettelijke verplichting om de wetten uit te voeren, kan nakomen.

II. De verplichting om de Europese Commissie in kennis te stellen van de ontwerpen van technische regels

1. Artikel 11, § 1, van het ontwerp legt aan de personen die reproductieapparaten leveren, ter beschikking stellen of onderhouden, de verplichting op om aan degenen

.../...

die de evenredige vergoeding verschuldigd zijn, een duidelijke, volledige, correcte en nauwkeurige beschrijving te bezorgen van de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de evenredige vergoeding.

2. Artikel 8 van richtlijn 83/189/EEG van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, gewijzigd bij richtlijn 94/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 maart 1994, verplicht de Lid-Staten ertoe de Commissie onmiddellijk ieder ontwerp voor een technisch voorschrift mee te delen. In artikel 1 van die richtlijn wordt het "technisch voorschrift" omschreven als de "technische specificatie of andere eis, met inbegrip van de erop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor de verhandeling of het gebruik in een Lid-Staat ...". Die richtlijn is rechtstreeks toepasselijk (1).

Artikel 11 van het ontwerp dient dan ook aan de Commissie te worden meegedeeld.

Het onderhavige voorontwerp wordt onderzocht onder voorbehoud dat dit vormvereiste wordt nageleefd.

(1) Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, arrest van 30 april 1996, CIA Security International, zaak C-194/94, Jurisprudentie I.-2201. Zie J.-P. KEPPELNE, "La libre circulation des marchandises, examen de jurisprudence septembre 1995 - août 1996", J.T.D.E., 1996, blz. 208-209.

III. Verscheidene artikelen van het voorontwerp van besluit zijn zeer moeilijk gesteld. Eenzelfde artikel bevat immers veel bepalingen, ook al houden de daarin gegeven regels enig verband met elkaar. Die bepalingen zijn moeilijk te begrijpen wegens hun lengte en een indeling die niet altijd aan de regels van de wetgevingstechniek beantwoordt. Bovendien komen daarin gevallen aan de orde waarvan het verslag aan de Koning met geen woord rept, wat de bevatte-lijkheid van de tekst niet ten goede komt.

Het verdient aanbeveling de tekst van die bepalingen in verscheidene afzonderlijke artikelen op te delen. Deze opmerking geldt inzonderheid voor artikel 6 van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het voorontwerp van besluit bevat geen aanhef. Die leemte moet worden aangevuld.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. In onderdeel 3^o behoort eerst een definitie te worden gegeven van de forfaitaire vergoeding, en pas daarna

.../...

van de bijdrageplichtigen. De volgorde van de onderdelen 3º en 4º moeten dan ook worden omgekeerd.

In onderdeel 3º, dat onderdeel 4º wordt, schrijven men daarenboven "aankopers", zonder koppelteken.

2. Gelet op artikel 60 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten zou het beter zijn om in onderdeel 14º "evenredige vergoeding" te schrijven in plaats van "proportionele vergoeding".

3. In onderdeel 19º is het begrip "overheid" juridisch gezien niet correct. Het behoort te worden herzien of te worden geschrapt.

4. In onderdeel 22º zou men beter niet spreken van een "beheersvennootschap" maar wel van een "vennootschap die representatief is voor alle vennootschappen voor het beheer van de rechten", zoniet scheidt men verwarring met de "gewone" vennootschappen voor het beheer van de rechten.

Artikel 2

1. Op de vraag of sommige apparaten op basis van artikel 61 van de wet van de vergoeding kunnen worden vrijgesteld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

.../...

"Etant donné que la reconnaissance d'une rémunération aux auteurs et aux éditeurs d'oeuvres fixées sur support graphique ou analogue a pour but de compenser la perte de revenus qu'ils subissent en raison de la reproduction de leurs oeuvres, il convient de soumettre à la rémunération forfaitaire les appareils qui sont utilisés pour effectuer ces reproductions.

Par contre, lorsqu'un appareil qui permet la reproduction d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue, est exclusivement utilisé dans un processus d'édition en raison de ses caractéristiques techniques, cet appareil n'est pas la cause du préjudice subi par les auteurs et les éditeurs. Il convient par conséquent de considérer que cet appareil n'entre pas dans le champ d'application de l'article 59, alinéa 2, de la loi précitée du 30 juin 1994.

D'après les renseignements fournis par les représentants de la fédération des entreprises de l'édition graphique (FEBELGRA), les scanners d'une résolution optique horizontale supérieure à 1199 DPI sont des appareils utilisés exclusivement à des fins d'édition."

2. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat het bedrag van de forfaitaire vergoeding wordt bepaald naargelang van de reproductiecapaciteit van het apparaat, behalve wat de scanners betreft, waarvoor in een vergoeding op basis van de horizontale optische resolutie wordt voorzien. Bijgevolg wordt duidelijkheidshalve voorgesteld in artikel 2, eerste lid (nieuw), de bedragen van de forfaitaire vergoeding te vermelden die voor kopieerapparaten, duplicators en offsetmachines verschuldigd zijn, en in een tweede lid het tweede lid van de ontworpen tekst weer te geven. De bepalingen betreffende de scanners moeten dan in een nieuw artikel worden opgenomen. De overige artikelen behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

.../...

3. In onderdeel 3°, c), van de ontworpen tekst behoren de tarieven op dezelfde wijze te worden vermeld als in de onderdelen a) en b), en niet in de vorm van een tabel.

Artikel 3

1. Paragraaf 1 dient te vervallen aangezien hij slechts een herhaling is van artikel 59, tweede lid, in fine, van de wet.

2. Op de vraag of de steller van het ontwerp in het licht van het gelijkheidsbeginsel beter dan in het verslag aan de Koning kan uitleggen waarom hij een onderscheid maakt tussen de categorieën waarvan de rede is in respectievelijk paragraaf 2 en paragraaf 3, welke vraag eveneens voor artikel 5, §§ 3 en 4 geldt, is het volgende antwoord gegeven :

"Les articles 3 et 5 de l'arrêté en projet distinguent plusieurs catégories de redevables.

La première catégorie (catégorie A) comprend les fabricants ainsi que les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires, grossistes ou exclusifs. La seconde catégorie (catégorie B) comprend les autres importateurs ou acquéreurs intracommunautaires. Il s'agit en pratique des détaillants et des utilisateurs finaux.

Chacune de ces catégories est soumise à un régime différencié qui a pour but de garantir que la rémunération forfaitaire sera en principe perçue par la société de gestion des droits au moment où l'appareil commence

.../...

à être exploité sur le territoire national à des fins de reproduction.

A cet effet, les redevables de la catégorie A sont tenus de verser la rémunération forfaitaire à dater de la livraison de l'appareil qu'ils effectuent en Belgique. Par conséquent, tant que l'appareil reste dans le stock du fabricant, de l'importateur ou acquéreur intracommunautaire, grossiste ou exclusif, la rémunération forfaitaire n'est pas due. Cette solution est justifiée au motif, d'une part, que la période de stockage peut durer plusieurs mois et, d'autre part, que l'appareil stocké peut finalement être exporté et donc ne pas être exploité sur le territoire national.

En ce qui concerne le délai de paiement de la rémunération forfaitaire prévu à l'article 5, § 3, de l'arrêté en projet, ce délai correspond à la durée moyenne entre la livraison de l'appareil par un redevable de la catégorie A et l'utilisation de celui-ci par un client final en Belgique.

En ce qui concerne les autres importateurs et les acquéreurs intracommunautaires qui sont des détaillants et des utilisateurs finaux d'appareils, il est prévu un régime différencié.

La rémunération est due au moment de l'importation ou de l'acquisition intracommunautaire (article 3, § 3). D'une part, en raison de l'activité de l'importateur-détaillant, l'appareil est immédiatement offert en vente aux utilisateurs finaux. Pour ce qui est de l'utilisateur final lui-même qui importe un appareil, l'exploitation est concomitante à l'acte d'introduction de l'appareil sur le territoire national. Pour ces raisons, il est également prévu que ces redevables doivent verser la rémunération forfaitaire à dater de la notification du montant de celle-ci par la société de gestion des droits (article 5, § 4, de l'arrêté en projet).

Ces catégories visées respectivement aux articles 3, §§ 2 et 3, et 5, §§ 3 et 4 correspondent à des activités objectivement différentes. Par ailleurs, le régime juridique prévu pour chaque catégorie est proportionné à l'objectif poursuivi qui est d'assurer

.../...

la perception de la rémunération forfaitaire au moment où l'appareil est exploité sur le territoire national.

Il est utile de mentionner que les législations espagnole et française prévoient une distinction semblable (article 25, 11) et 14)) de la loi espagnole du 11 novembre 1987 relative à la propriété intellectuelle; article 6 de la décision du 30 juin 1986 de la Commission prévue à l'article 34 de la loi du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins."

Teneinde de gelijkheid van de personen die de forfaitaire vergoeding verschuldigd zijn niet in het gedrang te brengen, kan men zich afvragen of het niet raadzaam is de oplossing die voor de eerste categorie gekozen is voor alle vergoedingsplichtigen te laten gelden, namelijk dat de vergoeding bij de levering verschuldigd is. Deze opmerking geldt tevens voor artikel 5, §§ 3 en 4.

3. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, schrijve men, om de Franse tekst met de Nederlandse tekst te laten overeenstemmen :

"... pour autant que cette livraison ne constitue pas une exportation ...".

Artikel 4

1. Op de vraag waarom alleen ondernemingen die "in het kader van hun handelsbedrijvigheid niet-gebruikte apparaten (uitvoeren) of intracommunautair leveren" de

.../...

teruggave van de vergoeding kunnen verkrijgen, heeft de gemachtigde van de Koning het volgende geantwoord :

"La condition selon laquelle l'entreprise qui exporte doit agir dans le cadre de son activité commerciale devrait être précisée. Cette condition vise les entreprises qui ont pour activité principale la distribution d'appareils permettant la reproduction d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue.

D'une part, la restitution de la rémunération forfaitaire en cas d'exportation a pour but de ne pas défavoriser les entreprises belges dont l'activité consiste à distribuer des appareils de reproduction.

D'autre part, bien qu'elle soit théoriquement possible, l'exportation d'appareils neufs par des utilisateurs finaux semble être marginale."

Het in het eerste lid vermelde begrip "in het kader van hun handelsbedrijvigheid" is te ruim. De handelsbedrijvigheid waar het om gaat, is die welke erin bestaat reproductieapparaten te distribueren. De in de voorgenomen bepaling bedoelde bedrijvigheid behoort dan ook in die zin te worden gepreciseerd.

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft het begrip "appareils non usagés", "niet-gebruikte apparaten") dat in het eerste lid wordt gebezigd, betrekking op apparaten die, tussen het ogenblik waarop ze op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht en de uitvoer ervan, niet gebruikt zijn om kopieën te maken.

.../...

In dat geval is het beter in de Franse tekst te schrijven :

"... d'appareils non utilisés ...".

Artikel 5

Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat "de minister kan ... vragen dat aanvullende gegevens worden verstrekt"; die gegevens mogen alleen detailvoorschriften zijn die ertoe strekken het onderhavige voorontwerp uit te voeren.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 12, § 1, tweede lid.

Artikel 6

Voorafgaande opmerking

1. Het zou logischer zijn eerst de in artikel 8 opgegeven bedragen van de evenredige vergoeding te vermelden en pas nadien voor te schrijven dat het bedrag ervan wordt verminderd wanneer medewerking wordt verleend. De volgorde van de artikelen 6 en 8 moet dus worden omgekeerd.

Algemeen gesproken dient men te vermijden veel bepalingen in eenzelfde artikel op te nemen, zelfs als die bepalingen rechtstreeks met elkaar verband houden. Het is

.../...

beter die bepalingen op te splitsen en in afzonderlijke artikelen onder te brengen.

Zo zouden de bepalingen betreffende de medewerking van de vergoedingsplichtige, de bepalingen betreffende de medewerking van een vergoedingsplichtige die een of meer onderwijsinstellingen of openbare instellingen voor de uitlening van werken organiseert, de bepalingen betreffende de medewerking van de overige vergoedingsplichtigen en de bepalingen betreffende het gestandaardiseerde rooster telkens in een ander artikel kunnen staan.

2. De vergoedingsplichtige betaalt een verlaagde vergoeding als hij aan de inning ervan meewerkt; dat is wat artikel 6, § 1, van het ontwerp bepaalt. Hij die niet meewerkt, betaalt de volledige vergoeding; dat is de regel die in artikel 8, § 1, van het ontwerp vervat is.

Volgens artikel 61, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994 kan de vergoeding bedoeld in artikel 60 worden aangepast naar gelang van de betrokken sectoren. De wet bepaalt niet dat de aanpassing kan geschieden op basis van het al dan niet verlenen van medewerking.

Het is de vraag of het bestaan van twee tarieven wel samengaat met artikel 61, vierde lid, van de wet en of daarvoor wel een voldoende rechtsgrond bestaat. Voor zover de inning van de vergoeding de medewerking van een aantal particulieren vereist, lijkt het gerechtvaardigd om, zoals in het verslag aan de Koning wordt gedaan, te bepalen dat

.../...

het bedrag wordt verlaagd voor degenen die aan de uitvoering van de wet meewerken. De verlaging kan misschien niet krachtens de letter, doch zeker op basis van de geest van de wet, worden aanvaard.

Om elke discussie over de rechtsgrond van het ontworpen besluit te verhoeden, lijkt het echter wenselijk de wet te wijzigen.

Bovendien is het zeer de vraag of er voor het onderscheid tussen de vergoedingsplichtigen naargelang zij al dan niet aan de inning van de vergoeding meewerken wel een objectief criterium bestaat dat redelijk is en in verhouding staat tot het nagestreefde doel. Anders zou dat onderscheid discriminatie zijn die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

3. Het negende lid behoort duidelijker te worden gesteld.

4. In paragraaf 3, twaalfde lid, wordt voor het eerst gebruik gemaakt van de woorden "vereenvoudigde samenwerking". In het verslag aan de Koning is alleen sprake van "normale medewerking" (artikel 6, § 2) en van "gestandaardiseerde medewerking" (artikel 6, § 3). Als de steller van het ontwerp hierbij niet op normale of gestandaardiseerde medewerking doelt, behoort hij aan te geven wat hij precies bedoelt.

.../...

Artikel 7

1. Op de vraag of het instellen van twee verschillende procedures naargelang van de aard van de vergoedingsplichtige in het licht van het gelijkheidsbeginsel gerechtvaardigd is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"L'article 7 tient compte de l'incidence particulière qu'aura la rémunération proportionnelle sur les pouvoirs publics et les établissements d'enseignement ou de prêt public. En raison de l'importance du parc d'appareils de ces débiteurs et du volume de copies qu'ils effectuent, il semble opportun de s'assurer qu'ils soient associés à l'estimation du nombre de copies d'oeuvres protégées. Afin de garantir les droits des auteurs et des éditeurs, il est prévu que la société de gestion des droits est également représentée au sein du comité d'avis.

Cette procédure n'a toutefois pas été prévue pour les autres débiteurs. D'une part, les fédérations d'entreprises ont indiqué qu'elles ne souhaitaient pas représenter les entreprises au sein d'un éventuel comité d'avis. En outre, les fédérations professionnelles risquent de ne pas être suffisamment représentatives de l'ensemble des "autres débiteurs". D'autre part, prévoir à charge des "autres débiteurs" l'obligation de participer à un comité d'avis pour évaluer le nombre de copies d'oeuvres protégées risque de constituer pour beaucoup d'entreprises une contrainte excessive."

2. Dit artikel zou aan duidelijkheid winnen als het zou worden opgedeeld op basis van de vergoedingsplichtige die om advies verzoekt. Het zou bovendien logischer zijn om in de eerste plaats in een afzonderlijk artikel aan te geven dat bij het ministerie van Justitie een

.../...

adviescomité wordt opgericht en pas daarna te bepalen hoe het is samengesteld en wat de bevoegdheden ervan zijn.

Artikel 8

Er wordt verwezen naar opmerking 2 die bij artikel 6 is gemaakt.

Artikel 10

In paragraaf 4, tweede, derde en vijfde lid, zijn alle vermeldingen dezelfde voor alle vergoedingsplichtigen, met uitzondering van de vermeldingen betreffende het onderwijsniveau, het al dan niet gespecialiseerde karakter van het uitlenen van werken door een openbare instelling of betreffende de bedrijfstak. De redactie van het artikel moet dan ook op basis van deze opmerking worden vereenvoudigd. Hetzelfde geldt voor de aanvullende aangiften die in geval van onenigheid over het aantal kopieën van beschermde werken moeten worden gedaan (vierde en zesde lid).

Artikel 13

Dit artikel is overbodig : het herinnert er alleen aan dat de artikelen 6 en 8 van toepassing zijn.

.../...

Artikel 18

Krachtens artikel 61, tweede lid, van de wet, staat het aan de Koning om de voorwaarden en de nadere regels voor de verdeling van de vergoeding vast te stellen.

Artikel 22

1. Wat paragraaf 2, tweede lid, punt 1, betreft, wordt verwezen naar de opmerking die over artikel 18 is gemaakt.

2. In paragraaf 5 behoort te worden bepaald over welke termijn de minister beschikt om een definitieve beslissing te nemen.

Slotopmerkingen

De ontworpen tekst geeft aanleiding tot de volgende wetgevingstechnische opmerkingen :

- 1° een zin wordt eerst ingedeeld in 1°, 2°, ... Deze indeling kan op haar beurt worden onderverdeeld in a), b), ... Een indeling aan de hand van streepjes, die moeilijkheden kan doen rijzen wanneer naar een van die indelingen moet worden verwezen, behoort te worden vermeden;

.../...

- 2° volgens de gevestigde gewoonte worden de hoofdstukken genummerd met Romeinse cijfers, behalve voor "Chapitre premier" wat de Franse versie betreft, wat voluit wordt geschreven;
- 3° het is gebruikelijk in de Franse tekst "Section première" voluit te schrijven;
- 4° wanneer binnen eenzelfde hoofdstuk, artikel of paragraaf naar datzelfde hoofdstuk, datzelfde artikel of diezelfde paragraaf wordt verwezen, behoren de woorden "van dit hoofdstuk", "van dit artikel" en "van deze paragraaf" te vervallen;
- 5° in plaats van te verwijzen naar "de vorige paragraaf", "het vorige lid/de voorgaande leden" of "het laatste lid" dient men het nummer van de bedoelde paragraaf of het bedoelde lid aan te geven.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld en behoort dan ook grondig te worden herzien. Bij wijze van voorbeeld worden hierna enkele tekstvoorstellen gedaan :

- in het opschrift behoort men, zoals in de Franse tekst, nauwer aan te sluiten bij het opschrift van hoofdstuk V van de wet van 30 juni 1994. Bijgevolg schrijve men : "... voor het kopiëren, voor eigen of voor intern gebruik, van op grafische of soortgelijke wijze vastgelegde werken";

.../...

- in artikel 1, onderdeel 17°, vervange men het woord "ingericht" door het woord "opgericht" en de woorden "de associatieve sector" door de woorden "het verenigingswezen". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp;
- men spreke in artikel 1, onderdeel 19°, en in het gehele ontwerp over "wetenschappelijke instellingen" in plaats van over "wetenschappelijke inrichtingen";
- in artikel 1, onderdeel 20°, schrijve men : "andere vergoedingsplichtigen : ...";
- in artikel 1, onderdeel 21°, schrijve men : "... van op grafische of soortgelijke wijze vastgelegde werken ...";
- in artikel 2, § 1, 3, c), vervange men het woord "résolutie" door het woord "resolutie";
- in artikel 4, eerste lid, vervange men het woord "voorleggen" door het woord "overleggen". Zo ook behoren in heel het ontwerp het woord "voorleggen" en de afleidingen ervan te worden vervangen door het woord "overleggen" en de afleidingen ervan;
- in artikel 5, § 3, vervange men het woord "betekening" door het woord "kennisgeving". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp;

.../...

- in artikel 6, § 2, tweede lid, punt 3, vervange men de woorden "de uitwerking" door de woorden "het opstellen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in datzelfde artikel 6 wordt "grille standardisée" nu eens vertaald door "gestandaardiseerd rooster" en dan weer door het woord "standaardrooster", worden de woorden "toepasselijk" en "toepasbaar" zonder aanwijsbare reden door elkaar gebruikt en worden opsommingen gegeven zonder gebruikmaking van het bepaald lidwoord, terwijl bij een soortgelijke opsomming in artikel 10 wel het bepaald lidwoord wordt gebruikt;
- in artikel 11, § 1, derde lid, schrijf men "dealers" in plaats van "verdelers". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 20, eerste lid, schrijf men : "Uiterlijk aan het einde van het tweede jaar ..." en "om de vijf jaar" in plaats van "iedere vijf jaar".

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. X. DELGRANGE ,
adjunct-auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd
opgesteld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlan-
daise a été vérifiée sous le con-
trôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS